



CGT - SNU - SUD

Soutien à la grève du 22 octobre en Picardie !

Les organisations CGT, SNU, et SUD de Pôle emploi au niveau national soutiennent la grève du 22 octobre 2015 de Pôle emploi Picardie.

L'origine de ce mouvement de grève est liée aux modifications d'organisation de l'accueil qui créent de l'INSECURITE et nous mettent en DANGER au quotidien pour un service que nous ne pouvons plus rendre aux demandeurs d'emploi. Ce n'est pas en fermant nos portes aux usagers que nous pourrions répondre à nos missions.

Les agents ne doivent pas être des portiers ! Et que dire des contrats précaires que la direction met en 1ère ligne !

La direction dit que « la Picardie est une région PILOTE » ce qui doit permettre de « faire évoluer les choses qui ne vont pas »

Et bien alors nous disons :

- La fermeture des portes l'après-midi : ça ne va pas !
- Le tout internet : ça ne va pas !
- La fin de l'ARC placement : ça ne va pas !
- L'impossibilité de rendre le service : ça ne va pas ! »

Depuis le 12/10/2015, l'organisation interne de Pôle Emploi Picardie est largement impactée par le déploiement des actions liées à la convention tripartite 2015 – 2018 : NPDE, accès direct du demandeur d'emploi à son conseiller, le «tout internet» !!!!

Quelles conséquences au quotidien ?

- des Agents mis en danger,
- des Demandeurs d'emploi insatisfaits.

Outre la destruction du Service Public de l'Emploi qui est en marche, ce sont nos missions, nos métiers, nos qualifications et nos emplois qui sont en danger ! »

Aujourd'hui, c'est la Picardie qui vit au quotidien ces changements majeurs. Demain se sera la généralisation de ces chantiers à tous les établissements en janvier 2016. Ces changements successifs affaiblissent toujours un peu plus le Service Public de l'Emploi, nos missions, nos métiers et nos qualifications ils accompagnent une dégradation sans précédent des conditions de travail.

Pour la CGT, SNU et SUD, le mouvement de Picardie est emblématique. Il est indispensable de préparer une mobilisation de grande ampleur.

Dès à présent, la riposte nécessaire au niveau national est incontournable.

Paris, le 20 octobre 2015